

MDE

Affreuse nationalisation

627 mots

28 avril 2009

[Le Monde Economie](#)

3

Français

(c) Le Monde, 2009.

Depuis l'élection de Barack Obama, les Américains, privés de la crainte qu'un président noir puisse signaler la fin de la civilisation, n'ont pas tardé à trouver un nouveau " mot en N " - N word, pour " nègre " en anglais - imprononçable dans la bonne société, pour désigner toutes leurs peurs inadmissibles. C'est la nationalisation. Le 21 avril, le secrétaire au Trésor, Tim Geithner, a ainsi mis timidement sur la table des mesures donnant à l'Etat des pouvoirs d'actionnaire (et notamment le droit de vote) dans les banques qu'il soutient financièrement. Le sénateur républicain Jeb Hensarling a affiché immédiatement et vigoureusement son hostilité.

Pourtant, donner de l'argent aux banques sans aucune contrepartie semble de moins en moins envisageable. Le contribuable n'a pas reçu grand-chose jusqu'ici en échange des 700 milliards de dollars (soit 2 300 dollars par habitant) déjà versés, qui n'ont toujours pas réussi à restaurer la santé du système bancaire. Ce dernier devient chaque jour plus fragile, les pertes liées à la baisse d'activité économique se rajoutant à celles héritées de la crise des subprimes. Le Fonds monétaire international estime que les pertes financières américaines inévitables s'élèvent déjà à 2 700 milliards de dollars, soit 36 000 dollars par foyer. Qui paiera cette facture ?

Dans un système capitaliste, les règles normales sont claires. Les pertes des entreprises mal gérées sont assumées en priorité par les actionnaires, ensuite par les créanciers selon les procédures de la faillite ; le contribuable n'y est pour rien. Depuis quelques mois, les banquiers ont réussi à contourner cet ordre prioritaire en brandissant la menace d'une totale déstabilisation du système financier si certains établissements sont mis en faillite selon la procédure normale. Non seulement le contribuable est passé devant les créanciers pour assumer les pertes, mais aussi devant les actionnaires, car un bon niveau de capitalisation est jugé essentiel à la stabilité bancaire.

Mais le citoyen américain, déjà hostile à l'impôt, est en train de se mettre en colère quand il voit sa générosité profiter aux actionnaires des banques qui ont causé les dégâts. Il demande une contrepartie. L'intervention du contribuable risque désormais d'être accompagnée de contrôles moins transparents et plus lourds que les banquiers n'avaient jamais envisagés. Par un effet boomerang, qui n'est pas sans saveur pour les amateurs de théâtre, les manœuvres des banquiers et de leurs alliés politiques aboutissent aujourd'hui à rendre probables des nationalisations, qu'ils craignent plus que tout. Sous un autre nom, bien sûr. Mais, l'Etat ne pourra pas aujourd'hui éviter de diriger d'une manière ou d'une autre le système bancaire.

Il existe pourtant des modes d'intervention différents. Au vu des conséquences de la faillite de Lehman Brothers, on a tout fait pour épargner les créanciers. Il y a pourtant d'autres moyens de demander leur contribution que par une faillite classique. L'expérience du plan Brady de réduction de dette des pays émergents, à la fin des années 1980, avait montré qu'obliger les créanciers à participer à un plan de réduction de la dette pouvait améliorer la situation à la fois de l'emprunteur et de l'ensemble des créanciers.

Un plan de conversion obligatoire d'une proportion de la dette en actions pour les créanciers (excluant bien sûr les déposants, déjà assurés) n'est pas pour l'instant sur la table du Congrès américain. Mais plus le " mot en n " sera chuchoté dans les couloirs, plus on se posera la question : à choisir entre l'Etat ou les créanciers, ne vaut-il pas mieux pour les banquiers que ces derniers deviennent les actionnaires majoritaires ?

Paul Seabright

Ecole d'économie de Toulouse